

C T L du 24 mai 2018 : déclaration liminaire de l'Alliance UNSA / CFTC

Monsieur le Président,

Que ce soit au niveau national ou bien au niveau local, depuis longtemps, très longtemps, et pour ainsi dire, depuis toujours, nous avons un réel problème de communication et de compréhension avec vous, la direction locale ou nationale... Nous vous parlons, vous nous entendez, car, nous n'en avons jamais douté, vous n'êtes pas sourd. Mais, si vous nous entendez, il est clair que vous ne nous écoutez pas. En effet, sur certains sujets, depuis des années, nous nous arrachons la voix à force de vous parler pour que vous alliez au-delà de l'entente pour en arriver à l'écoute, mais hélas, rien n'est jamais parvenu à votre écoute, que ce soit au passage, pour les suppressions d'emplois ou les fermetures de postes comptables, entre autres graves soucis.

Pourtant, il y a de très nombreux problèmes, graves et complexes, dont nous nous faisons écho, et qui vous laisse froid, que ce soit au niveau local, ou national. Les agent(e)s des finances publiques se sont faits les portes –paroles de ces graves problèmes, au cours des derniers mouvements sociaux importants, et fortement suivis , des 22 mars et 22 mai derniers. Mais, une fois de plus, ils / elles ont certes été auditionnés, mais , ils / elles n'ont nullement été satisfait(e)s.

Alors, une fois de plus, et même si une fois n'est pas coutume, mais, à force de le faire et le refaire cela peut en devenir une, nous allons vous dire et redire ce qui ne va pas dans nos services, afin que vous puissiez enfin en prendre acte en allant au-delà de l'entente, même si elle est cordiale, pour en arriver enfin à l'écoute et la compréhension.

- Il faut mettre fin aux suppressions d'emplois afin que la DGFIP puisse faire face aux défis à relever comme par exemple, le prélèvement à la source.
- Il faut revaloriser les frais de déplacements et de missions qui doivent couvrir les frais réellement engagés par les agents pour réaliser leurs missions
- Il faut renforcer le périmètre des missions de la DGFIP et non pas le réduire.
- Il faut maintenir le statut de fonctionnaires tel qu'il existe aujourd'hui pour les agents de la DGFIP afin de garantir l'équité et la neutralité sur les domaines sensibles dont elle a la charge

(établissement de l'impôt, collecte, contrôle, tenue des comptes des collectivités locales ...),

- Il faut avoir une meilleure visibilité sur l'avenir de la DGFIP (avenir des missions, du réseau, des moyens de fonctionnement...)
- I faut mettre fin au gel de la valeur du point d'indice et agir sur sa revalorisation.
- Il faut abroger la journée de carence.
- Il convient d'établir un financement ambitieux de la protection sociale complémentaire des fonctionnaires (sous forme de crédit d'impôt ou en financement direct couvrant au moins 50 % des cotisations)

Cette liste n'est cependant pas exhaustive. Mais, si déjà vous pouviez, vous et la direction générale, prendre enfin compte des vrais et graves problèmes existants dans notre administration, ce serait un vrai grand pas en avant vers une réelle et vraie compréhension mutuelle entre nous

Monsieur le Président, nous vous remercions pour votre attention.

Les représentant(e)s de l'Alliance UNSA / CFTC

Jean-François WAILLE Titulaire Trésorerie de Beuvry

Gabriel GAILLARD Titulaire E D R 62

Clémentine Leuthreau-Caillerezt Experte PCE Arras-Diderot

Christiane Fatoux Experte SFP1 Béthune

Christine Duval Experte PCE Arras

